

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

Il ne faut pas solliciter les chiffres.

IL FAUT DIRE LA VÉRITÉ :

Seule l'Action Révolutionnaire
DONNERA LA VICTOIRE !

Après le premier tour

Le premier tour des élections municipales permet de constater un très petit nombre d'abstentions ; une stabilité électorale très grande ; dans Paris un recul sensible du Front commun P.C.-P.S. (10 % des voix), compensé dans la banlieue ; enfin, un peu partout des gains du P.C. au détriment du P.S.

De ces quelques faits, que conclure sur la situation, sur son développement et sur la politique à mener ?

Faut-il tout d'abord conclure à une stabilité énorme du régime politique actuel ? A la suite d'années de crise et en face des menaces de guerre, le pays, pour employer le langage de la grande presse, a-t-il conservé son calme, son sang-froid ? Ces élections qui ne furent troublées qu'en quelques endroits dans les derniers jours (il ne faut d'ailleurs pas sous-estimer ces bagarres provoquées par les bandes réactionnaires), et ce Premier Mai si terne sont-ils la preuve que les diverses couches de la nation ne sont pas ébranlées, qu'il n'y a pas à attendre des secousses politiques importantes dans un avenir relativement proche ? Tirer une telle leçon, ce serait se bercer de douces illusions et ne pas comprendre le pourquoi de cette apparente stabilité qui contredit l'observation si facile à faire du mécontentement général qui n'a rien de superficiel.

Mais alors, pourquoi un mécontentement aussi profond ne se manifeste-t-il pas là où il pourrait, semble-t-il, le faire le plus commodément ? C'est précisément que les masses sont travaillées par d'autres questions et d'autres soucis que ceux auxquels elles sont accoutumées dans le vieux jeu parlementaire. Les vieilles étiquettes recouvrent des bouteilles dont les contenus n'ont plus désormais, pour elles, qu'un goût bien fade. Mais, le dégoût de ce qui est ne peut suffire pour remplacer l'inexistence d'une force nouvelle : pas plus qu'à l'extrême-gauche, elles ne voient un parti résolu comme l'était le parti bolcheviste en 1917, elles ne trouvent à l'extrême droite une force d'attraction comme le fut le parti nazi dans la période qui précéda sa venue au pouvoir.

De la stabilité électorale on ne doit pas conclure à une stabilité réelle de la situation ; des masses orientées, soit dans un sens soit dans un autre, assurent une régularité dans le développement de la situation ; mais dans l'indécision actuelle de celles-ci, des mesures soudaines, des coups de force, provenant de ces « minorités agissantes » à la Tardieu, des forces militaires et policières sont plus susceptibles de se produire — en vue précisément de donner une orientation aux indécis.

La menace réactionnaire est énorme, dans un délai court. Se réalisera-t-elle ou non ? Il serait vain de jouer au prophète, mais il faut agir en fonction de l'éventualité la plus dangereuse.

Cela d'autant plus que la réaction à Paris n'a pas lieu de regretter, même électoralement, ses procédés électoraux : ni les bagarres qu'elle a fait provoquer par des nervis payés, ni le sac de la rue Feydeau n'ont entraîné de riposte électorale. Pourquoi s'en étonner, puisqu'il n'y a pas eu de riposte sur le terrain choisi par les fascistes eux-mêmes ? D'une manière plus générale, on peut dire que, dans la région

parisienne, c'est la droite qui a tendu à « politiser » les élections municipales : c'est Fernand-Laurent qui s'est attaqué à Boulogne, tandis que, contre Chiappe, ni le P.C. ni le P.S. n'ont compris qu'il fallait lui opposer — non pour vaincre, mais pour donner tout le sens politique de la lutte — un de leurs chefs les plus représentatifs.

En résumé, il n'y avait aucune force nouvelle pour déterminer un courant puissant ; mais dans la mesure où la réaction a osé être une force extra-électorale, elle en a bénéficié sur le terrain électoral.

Est-il étonnant que le P.C. ait un peu partout « plumé » le P.S. ? Quelles en sont les raisons ?

P.C. et P.S. ont subi tous deux le désenchantement du front unique actuel sans action et sans résultat. Mais dans cette opération, c'est surtout le P.S. qui a fait les frais parce qu'il porte sur lui le poids de la politique du cartel des gauches — qui a sombré le 6 février 1934 — qu'il n'a pas su s'en dégager et qu'aujourd'hui, il continue d'en pratiquer la suite (opposition bienveillante à Flandin), pas même directement, mais à la traîne des manœuvres tendreuses de la direction du P.C., dans le Comité d'action antifasciste en premier lieu.

Aucun des deux partis n'ose dire une parole appelant aux actes virils pour forger l'avenir ; ils arrivent péniblement à dissimuler leur impuissance présente par des bavardages creux sur les beautés de l'unité d'action ; mais le P.C. bouche les trous en évoquant sa gymnastique pseudo-révolutionnaire du passé. Ajoutons à cela qu'il a su exploiter les tares que le P.S. traîne, sans manifester beaucoup d'incommodement — nous voulons parler des municipalités-chancres qu'on ne peut dissimuler sous le mouchoir de poche d'Antony — et on comprendra pourquoi le P.C., ayant la tradition la plus extrémiste, l'emporte au sein du front unique.

La preuve par l'inverse existe aussi : un des rares quartiers où le candidat socialiste a gagné des voix et, au lieu de venir derrière le candidat du P.C. comme aux élections précédentes, l'a dépassé, c'est dans le 15^e, où Pivert se détachait nettement du candidat communiste, par le ton révolutionnaire de sa campagne.

L'électoratisme, avions-nous dit, nuit aux succès électoraux eux-mêmes. Cela fut vérifié.

La conclusion pour les éléments révolutionnaires ? Il faut se dégager de l'impuissance actuelle ; il faut devenir une force ; il faut la manifester. Comment cela ? Nous ne cessons, dans *La Vérité*, de préconiser les moyens, les méthodes, les objectifs ; nous ne cessons dans les diverses organisations où nous militons de pousser à la création et au développement de cette force, naissant dans la lutte antifasciste et se développant jusqu'à la prise du pouvoir. Pour l'immédiat, deux objectifs :

1^o sur le terrain électoral lui-même, en s'opposant à tout désistement pour un radical. *Le Temps* le signale avec rosserie à Herriot : il passera à Lyon avec les voix des « nationaux ». Sa-

Le Conseil Fédéral de la Seine

Du résultat lamentable pour les partis ouvriers des élections municipales dans la Seine, il ne fut pas question. « L'ordre du jour » était limité au problème du désistement. Ce problème est lié à l'estimation politique de la situation au lendemain des élections, et cette situation nécessite des listes communales même dans les municipalités de banlieue où nous arrivons en tête, de la sorte, les listes communales cessent d'être des moyens de combinaisons et deviennent l'expression, sur le terrain municipal, du front unique prolétarien pour la gestion en commun de municipalités devant devenir des bastions révolutionnaires.

Le Conseil fédéral se refusa à admettre le principe d'une liste commune à Puteaux. Au sujet de Puteaux, il faut marquer ici que la demande de contrôle déposée par les camarades de notre tendance ainsi que l'opposition statutairement faite à la Commission de ratification des candidatures, n'ont pas été prises en considération et que la liste Barthélemy a été ratifiée par le bureau fédéral qui devra s'en expliquer par la suite.

Ce qui fut refusé à Puteaux fut souhaité à Bondy. Pivert proposa même des désistements pour des candidats « radicaux antifascistes » dans le 15^e. La même chose fut refusée à Antony.

En résumé, aucune ligne politique stable. Les plus importants problèmes sont traités selon des intérêts locaux, de façon contradictoire. Aucune orientation stable du bureau fédéral qui se laisse embourber dans les combinaisons locales. Il eût été nécessaire, contre les communistes et contre les opportunistes, de proposer la gestion commune, dans tous les cas, au second tour et d'agir systématiquement en fonction de cela.

MOTION ENTERRÉE

Au début du Conseil fédéral, une résolution de la 19^e section, ainsi libellée, fut déposée sur le bureau :

Résolution de la 19^e Section

« Le 19 mai, comme le 12 mai, aucun cortège nationaliste ne doit défiler dans les rues de Paris, là où des cortèges défileraient, les masses travailleuses doivent être appelées à se rendre.

Une proposition d'action doit être faite au comité de coordination, si le parti communiste et les autres organisations ouvrières re-

fusent, le parti socialiste (Fédération de la Seine) doit engager sa campagne politique, avec comme objectif, cette manifestation avec toutes les organisations qui accepteraient de la faire ou en cas de refus, seul.

Il faut appeler les masses à manifester au même lieu et à la même heure que les bandes réactionnaires. »

Elle était approuvée d'un certain nombre de sections dont la 4^e, Bondy, la 18^e, et avait l'accord de tous les membres du bureau fédéral. Cette résolution ne fut pas mise aux voix au début mais réservée pour la fin de l'ordre du jour. A la fin de l'ordre du jour, elle fut enterrée !

Tous les membres du bureau fédéral se déclarèrent d'accord avec son contenu. Il s'agit donc maintenant de passer aux actes. Le gouvernement a en effet remis au 19 mai le défilé de toutes les formations nationalistes s'apprêtant à manifester militairement. Cette mesure pouvait être utilisée par les organisations ouvrières pour une préparation de masse systématique de la contre-manifestation.

Au comité de coordination, les communistes ont fait des réserves sur l'opportunité d'une telle manifestation et ont réservé leur réponse jusqu'au 13. Huit jours auront été perdus pour une préparation sérieuse !

Le « Populaire », bien entendu, observera le plus complet silence. Le Bureau fédéral ne doit pas oublier qu'il est à la tête en fait de deux fédérations socialistes ayant plusieurs milliers d'adhérents et qu'en accord avec le bureau de Seine-et-Oise, il doit agir, en majeure, pour la Seine et la Seine-et-Oise.

Le Bureau fédéral n'a les mains liées que dans la mesure où il accepte qu'elles soient liées. Il peut très bien encore ébaucher une préparation de masse et il doit le faire. Un accord verbal ne peut suffire, les militants de la Seine doivent exiger l'accord dans les actes. Dans la situation présente au moment où Chiappe s'apprête à rassembler la réaction autour de lui comme président du Conseil municipal, la manifestation de la Seine doit acquiescer une importance énorme pour toute la France.

Nous proposons des délégations de sections aux rayons pour préconiser et préparer la contre-manifestation et nous proposons dans chaque section des délégations à la Fédération de la Seine pour exiger d'ores et déjà une préparation systématique.

C'est, dans la rue, le 19 mai, qu'il faut « barrer la route à la réaction » !

Devant le Congrès du Parti

La Motion de la Bataille Socialiste

Les camarades de la *Bataille socialiste* ont publié dans leur numéro 87, la motion « sur la lutte contre la crise et pour la conquête du pouvoir », qu'ils proposent pour le congrès de Mulhouse.

Nous ne pouvons que faire part dans les cadres de cet article, des premières remarques que suscite cette motion.

1^o Dans l'article paru dans la *Vérité* du 26 avril, Pivert dit justement :

« On peut être d'accord sur des buts lointains comme l'armement général du peuple (les prolétaires prenant les armes où elles sont) et cependant être en désaccord actuel sur le chaînon du processus de lutte révolutionnaire qu'il s'agit d'accrocher.

Or, le désaccord sur les tâches actuelles prend « de plus en plus d'importance dans la différenciation des militants ».

Nous examinerons plus loin, comment est traitée la question de l'armement dans la motion. Ne retenons de la remarque de Pivert que son côté général. Il est exact que la social démocratie de gauche a toujours fait des phrases « on général » sur la révolution. Ce qui la distingue radicalement des marxistes révolutionnaires, c'est que pour ces derniers le problème de la révolution et de socialisme est toujours examiné d'une manière concrète, dans un parti, dans un pays, dans une situation donnée, en fonction de ce qui est.

La remarque de Pivert s'applique exactement à la motion de la *Bataille*.

Ce n'est pas une résolution pour l'action immédiate du parti, en vue de la prise du pouvoir, dans les conditions actuelles d'un mouvement ouvrier, des tendances du parti, de sa direction, de la situation actuelle, mais plutôt une recette donnée pour la prise du pouvoir en général.

Si l'on admet que ce qui constitue l'intérêt d'un congrès, c'est de formuler sur la base de l'analyse de la situation, de la critique des fautes de la direction, d'un bilan de l'activité du parti, des règles honnêtes pour l'action quotidienne, on doit dire, que la motion de la *Bataille* ne contient rien qui permette aux militants d'apprendre quoi que ce soit des récents événements, et des carences très grandes de la direction du parti.

C'est précisément sur les « tâches actuelles » comme dit Pivert, que peut se faire une différenciation indispensable à la marche en avant des militants, et pour la constitution d'une avant-garde.

Cela est si vrai que Pivert lui-même a signé la motion de la *Bataille*, avec des camarades, qui n'ont cessé dans leurs sections, de s'opposer à la réalisation de ces « tâches actuelles » en s'élevant contre l'idée même de la milice.

Ce désaccord qui doit prendre « de plus en plus d'importance » est encore loin d'en prendre pour Pivert lui-même.

On doit regretter qu'il en soit ainsi, car une telle attitude de Pivert se conçoit mal, si l'on prend, comme nous l'avons fait, au sérieux, ses dernières déclarations. Elle ne peut que paralyser l'évolution vers les positions révolutionnaires des militants de la gauche.

En ce qui nous concerne, nous pensons que ce congrès n'aurait aucune espèce d'utilité, s'il permettait à des politiques, l'une d'attention stérile, l'autre de tendance révolutionnaire, de se réconcilier dans des formules vagues.

Nous persistons dans notre attitude : dans l'intérêt de la classe ouvrière dire ouvertement ce qui est. On ne peut séparer la question des questions la prise du pouvoir, ni de la situation française actuelle, ni de l'état du parti, de sa direction, de ses tendances, si l'on se propose réellement de prendre le pouvoir.

2^o Dans les moyens révolutionnaires proposés, on doit noter le même vague.

Un ouvrier révolutionnaire qui lira une telle motion, ne pourra que dire, s'il arrive à en saisir toutes les nuances : « Voilà des dirigeants socialistes qui se proposent de faire la révolution, mais leur façon de marcher sur la pointe des pieds pour ne effrayer personne, leur manière sybilline, ne me dit rien qui vaille. Sans doute certains sont-ils sincères. En tout cas ils ne paraissent pas très décidés. Que me proposent-ils exactement ? Et jusqu'où veulent-ils aller ? »

suite en 4^e page

CE QUE LES STALINIENS DISAIENT

EN 1933 :

Alliance entre l'U. R. S. S. et l'impérialisme français ? Pourquoi donc a-t-on fait tant de bruit autour de cela, si ce n'est pour tenter d'obscurcir la notion de classe dans les cerveaux des prolétaires français et développer l'atmosphère d'union sacrée qui prépare la guerre ?

(« Humanité », 17 juillet 1933)

chons tirer la leçon de ce fait important.

2^o sur le terrain extra-électoral, la manifestation projetée par la réaction pour le 19 mai ne doit pas être. Le Bureau de la Fédération de la Seine a voté une motion en faveur d'une mobilisation ouvrière à la même heure, sur le même lieu. Fort bien, mais il ne faut pas que cela reste étouffé dans un petit coin du *Populaire*. Une contre-manifestation doit être préparée politiquement, dès maintenant ; c'est sous ce signe que doit se préparer le second tour ; seule une agitation monstre pourra assurer le succès de la contre-manifestation et être autrement efficace sur le développement de la situation que le décompte des bulletins de vote déposés dans les urnes.

Après n'avoir rien fait pendant des mois et s'être livré à beaucoup d'électoratisme pendant 15 jours, on n'a obtenu que de médiocres résultats et des échecs. Comprendra-t-on qu'il faut changer bien vite de politique si l'on ne veut aller à de lourdes défaites sur d'autresterrains que celui des élections ?

Retenez bien

vosre

SOIREE DU 25 MAI

pour

NOTRE GRANDE SOIREE ARTISTIQUE
SUIVIE D'UN BAL DE NUIT

qui aura lieu

pour le soutien de notre VERITE
à la

SALLE ALBOUY - 37, rue Albouy
PARIS X^e

le SAMEDI 25 MAI à 20 h. 30

Au programme : des chants nouveaux, des artistes appréciés, des attractions inédites et surtout... de la gaieté

Droits d'entrée 6 fr. donnant lieu à la tombola monstre

Chômeurs 2 fr. Cartes en vente au siège

A NOS LECTEURS !

Six numéros hebdomadaires de la « Vérité », c'est un effort énorme, effort imposé à nos militants.

Il faut que vous nous aidiez si vous voulez que nous puissions continuer.

VENDEZ le journal !

RECUEILLEZ des abonnements !

RECUEILLEZ des souscriptions !

Envoyez-nous le montant d'une de vos journées de salaire.

Si tout cela vous est impossible, envoyez-nous des adresses d'abonnés éventuels. Nous leur ferons un service.

EN BELGIQUE

Les bolchévicks-léninistes rentrent dans le P.O.B.

La section belge des communistes-internationalistes (bolchévicks-léninistes, vient de décider d'entrer dans le Parti Ouvrier Belge. Nous publions ci-dessous leur déclaration à cette occasion. Leur organe, la Voix Communiste, qu'ils faisaient paraître depuis cinq ans, disparaît. Nos camarades se préparent à travailler en commun avec les camarades de l'Action Socialiste, libérés de Spaak et qui ont eu dans les derniers événements — entrée des socialistes dans le ministère — une courageuse attitude révolutionnaire. Nos camarades collaboreront régulièrement à l'Action Socialiste et tous leurs efforts seront pour aider les ouvriers belges, dans les graves événements qui se préparent en Belgique, à trouver l'issue révolutionnaire.

DECLARATION POLITIQUE DE LA LIGUE COMMUNISTE DE BELGIQUE (Trotskyste)

Les défaites tragiques et sanglantes des mouvements ouvriers d'Allemagne, d'Autriche et d'Espagne, ont montré l'antagonisme profond qui oppose dans l'étape actuelle du régime capitaliste décadent, le mouvement ouvrier organisé et l'évolution vers le fascisme qui s'opère dans la bourgeoisie de tous les pays capitalistes.

Sur la base des expériences qui se sont déroulées ces dernières années, tant nationale-ment qu'internationalement, il est clair qu'en Belgique aussi, approche de plus en plus, le moment où se produira le choc décisif entre le mouvement ouvrier organisé et les forces réactionnaires fascistes de la bourgeoisie belge.

La constitution du gouvernement d'union nationale et la participation des socialistes à ce gouvernement, ont provoqué momentanément une apparente trêve politique et une certaine détente dans la tension politique aiguë qui existait il y a quelques semaines à peine. Mais elles ne changent rien au cours fondamental des événements, les problèmes économiques à solutionner poseront brutalement demain la nécessité de la lutte directe des masses.

Et il est certain que la grande bourgeoisie financière et industrielle utilise la « trêve politique » dite d'Union nationale, pour préparer soigneusement, contre le mouvement ouvrier organisé, un retour offensif qui, cette fois, aura un caractère nettement fasciste.

Quelle doit être la position conséquente à adopter pour les éléments révolutionnaires devant une telle perspective ?

Comprendre qu'en Belgique le mouvement ouvrier organisé porte le nom de socialiste, comprendre que c'est le P.O.B. et ses grandes centrales syndicales, comprendre précisément que la bourgeoisie belge — après celle d'autres pays — est amenée, pour pouvoir maintenir sa domination, à devoir écraser, briser et détruire les organisations ouvrières, précisément le P.O.B. et ses grandes centrales syndicales.

Comprendre enfin que pour accomplir le rôle révolutionnaire actif et progressif qu'ils se posent, qu'ils doivent militer activement, politiquement et syndicalement au sein même de ces organisations de masses qu'il s'agit de mettre en branle afin d'éviter ce

qui s'est passé en Allemagne, en Autriche et en Espagne.

Dans les pays où les partis socialiste et communistes se partagent l'influence prépondérante sur les masses ouvrières, une bonne politique de front unique, d'organisation à l'organisation, pourrait mobiliser les masses pour la lutte et faire échec aux plans de la réaction.

En Belgique, où le P.O.B. et la commission syndicale ont l'influence prépondérante sur la classe ouvrière, la meilleure façon de réaliser pratiquement le réel front unique, c'est de rentrer dans les grandes centrales syndicales et dans le P.O.B. pour y défendre une politique active de lutte pour les intérêts immédiats et généraux de la classe ouvrière et une politique de défense effective contre la réaction.

Notre rentrée dans le P.O.B. implique la disparition de « La voix communiste » mais elle n'implique aucune abdication de nos principes, aucun reniement de nos idées. Elle est déterminée uniquement par la gravité des circonstances qui font un devoir pour chaque élément conscient du mouvement ouvrier — s'il veut accomplir un rôle actif et révolutionnaire dans le déroulement des événements — de prendre immédiatement et sans retard place de combat dans les rangs de la classe ouvrière organisée.

La Ligue Communiste de Belgique (Bolchévicks-Léninistes)

DANS LA PRESSE SOCIALISTE

PARTI ET PROLÉTARIAT

Nous reproduisons ci-dessous un extrait du Maroc socialiste, organe S.F.I.O. de la Fédération du Maroc, numéro 46 du 13 avril 1935. L'auteur commence par réfuter les arguments dirigés dans le Parti Socialiste contre le front unique avec le Parti Communiste, puis il examine ce que doit être un parti révolutionnaire :

Le parti n'est pas une fin en soi ; il n'est pour le prolétariat qu'un moyen. Il est indispensable pour mener à bien l'œuvre révolutionnaire. La classe ouvrière ne pourra jouer son rôle historique, qui est la prise du pouvoir et la gestion de la société par elle, que si elle a les armes nécessaires pour cela ; le parti révolutionnaire est une de ces armes nécessaires et indispensables. Il est le guide formé par la partie la plus consciente de la classe ouvrière. Mais de même que le prolétariat ne pourra vaincre sans son parti de classe, le parti ne peut rien sans la masse.

Le parti doit constamment aller aux masses, doit constamment concrétiser leurs aspirations par des mots d'ordre simples et clairs. L'unité d'action nous apparaît comme le meilleur moyen de réaliser ce contact permanent et indispensable.

La minorité fasciste a pu tenter son coup de force du 6 février, parce qu'elle avait l'appui de la masse, tout au moins d'une forte partie qui, trompée, croyait marcher contre les « staviskards ».

Un parti qui craindrait de s'affaiblir par son contact avec la masse, avouerait sa

La répression s'abat sur les militants révolutionnaires

A Toulon

Notre camarade R. Cambier vient d'être révoqué des Constructions Maritimes pour avoir refusé de signer une prestation de serment imposée par l'autorité militaire. Ses lettres, que nous publions ci-dessous, montrent l'organisation systématique de la mise en esclavage des ouvriers en vue de la prochaine guerre. Elles montrent aussi la singulière attitude des « chefs révolutionnaires » du Parti Communiste. Jusqu'où ira l'« union de tous les Français » et l'« amour de notre pays » ?

Toulon, le 19 avril 1935.

Chers camarades,

Voilà ce qui est arrivé. La semaine dernière, inopinément, tous les dessinateurs de mon bureau, aux Constructions Navales, se sont vus convoqués chez l'ingénieur en chef. En présence de sommités hautement galonnées, on les a contraints de signer un document, une sorte de prestation de serment. Par cette prestation de serment, l'ouvrier jurait de ne rien divulguer de ce qui se passait à l'intérieur du Port de Toulon. Il était également spécifié que l'ouvrier devait éviter de fréquenter les journalistes. J'ai refusé de signer cette prestation arguant :

1° qu'appartenant à des organisations ouvrières je ne pouvais pas signer inopinément cette prestation sans avoir eu à ce sujet quelques éclaircissements ;

2° que je considérais cette mesure comme une brimade pour briser indirectement les organisations syndicales ; car cette signature permettrait à l'autorité maritime de soumettre au conseil de guerre et non aux tribunaux civils tout ouvrier coupable de divulgation sur la vie intérieure du Port ;

3° que l'autorité maritime faisait courir un risque à l'ouvrier, tout incident étant possible vu le manque total de précautions matérielles, dont l'ouvrier disposait pour mettre son travail en sûreté après la cloche, l'ouvrier ne possédant pas de coffres fermant à clé et devant abandonner ses travaux (plans, dossiers) sur sa table couverte d'une illusoire toile, les portes du bureau restant ouvertes aux visiteurs éventuels du Port (commis-voyageurs, représentants, etc.) ;

4° que l'ouvrier courait ce risque, sans avoir les avantages des autres assermentés.

faiblesse, avouerait par là même qu'il n'est pas le parti du prolétariat, qu'il n'est qu'une secte fermée où l'on discute de la Révolution, où l'on discute seulement, sans jamais rien tenter.

Le parti n'étant pas une fin en soi, mais un moyen de lutte, il n'est nécessaire d'envisager la transformation et même la disparition de ce parti, si les conditions sociales se modifiant, il n'était plus adapté aux nouvelles formes de lutte exigées par les circonstances.

Un parti révolutionnaire ? Oui ! Mais un parti qui soit l'arme du prolétariat dans sa lutte permanente contre le capitalisme, et non un organisme intégré à la société dont il formerait un rouage, un organisme qui serait le but recherché dispensant du véritable but : la Révolution.

J. B.

tés dans la magistrature, dans la police et dans l'armée (statuts des fonctionnaires, soldes mensuelles, retraites, assurances, etc.).

J'ai donc refusé de donner ma signature. Immédiatement, à la sortie de l'Arsenal, je me suis rendu à la Bourse du Travail auprès de mon syndicat (C.G.T.U.).

Bartolini, secrétaire du syndicat unitaire du port, m'a fait remarquer que le même fait s'était précédemment produit aux ateliers de la « guerre », que 5 unitaires avaient refusé de signer cette prestation, que leur révocation des établissements de guerre avait suivi ce geste, que j'avais bien fait de me dresser contre cette brimade et de prendre position. Flandrin, chef suprême du Parti Communiste à Toulon, ne partagea pas l'avis de Bartolini et me reprocha mon geste d'indiscipline individuelle.

Hier j'ai été convoqué pour aujourd'hui devant l'ingénieur en chef de mon service et, conformément à la loi, j'ai l'autorisation de me faire assister par un ouvrier du port. J'ai choisi Bartolini Jean, délégué ouvrier à la Commission Mirtle des salaires.

Toulon, le 24 avril 1935.

Chers camarades,

Aujourd'hui je reprends ma lettre. Hier j'ai été licencié du Port. Bartolini Jean m'a assisté courageusement, gardant une nette position de classe. Il faut souligner que Bartolini est l'un des plus courageux militants dans le Var. C'est pourquoi les Pouvoirs Publics l'ont déjà traduit en correctionnelle.

Les camarades de la C.G.T.U. m'ont beaucoup reproché mon geste de ne pas avoir voulu signer la prestation de serment. L'an dernier, le Parti Communiste et la C.G.T.U., à propos du passage à la chambre à gaz des ouvriers et ouvrières, avaient amorcé une campagne violente. Mais chaque ouvrier objecteur du passage à la chambre à gaz ayant été convoqué particulièrement et menacé de révocation, les militants eux-mêmes capitulèrent.

Le 1er mai dernier une circulaire traquenard émanant de l'autorité maritime fut affichée au Port en dernière heure. Il résultait de cette circulaire que tout ouvrier non permissionnaire le 1er mai et absent passerait en Conseil de discipline. La moitié des responsables du syndicat unitaire du Port signèrent une permission régulière. Je fus parmi les 142 ouvriers qui furent comptés grévistes. Je faillis déjà être révoqué.

Voici déjà un petit bilan des coups de la répression à Toulon :

Bartolini Jean traduit en correctionnelle à la suite de la contre-manifestation au moment de la venue du réactionnaire Ybarnégaray. G. Bartoli et Jacques Toessa, du Parti Socialiste, poursuivis et traduits au Conseil de discipline pour leur action, tous deux étant fonctionnaires dans les finances. Martelli chassé des Forges et Chantiers de la Seine. Enfin moi, traduit devant le Conseil de discipline du Port de Toulon, puis révoqué.

A Besançon

Pour protester contre la scandaleuse condamnation à deux ans de prison de l'objecteur de conscience Gérard Vidal, qui avait refusé d'endosser l'habit militaire, les camarades du Comité des Femmes contre la guerre et le fascisme avaient décidé de solliciter une entrevue avec le préfet pour réclamer la mise au régime politique de Gérard Vidal. Le préfet refusa de recevoir cette délégation composée de quatre femmes du Comité et de quatre hommes du Secours Rouge International.

Devant ce refus, le Comité des Femmes avait fait placarder sur les murs de la ville une affiche dénonçant cette iniquité. Cette affiche proclamait « le droit des jeunes à ne pas apprendre à tuer ».

C'est pour cette phrase que notre camarade Alice Jeannerot vient d'être inculpée de « provocation de militaires à la désobéissance ». L'Etat-Major considère comme militaires tous les jeunes dès leur sortie du bercail !

Alice Jeannerot milita depuis 1920 au Parti Communiste, fut longtemps membre du Bureau fédéral, de l'Administration du Semeur, organe communiste. Trésorière de cellule, c'est elle qui fonda en 1925 le Secours Rouge, dont elle fut secrétaire départementale jusqu'à son exclusion du Parti Communiste, pour en avoir critiqué la tactique et les tournants et avoir nié que le socialisme pouvait vivre et se construire en un seul pays. Elle est maintenant membre du Parti Socialiste, secrétaire de l'Union des Femmes contre la guerre et membre du Comité antifasciste. Elle a déjà été condamnée en 1927 à propos de l'affaire Sacco et Vanzetti.

TRIBUNE LIBRE

La campagne électorale a diminué sensiblement le volume d'articles que nous avions antérieurement reçus pour la « Tribune Libre ».

La campagne est maintenant finie. Que nos camarades fassent lire autour d'eux la motion BL, qu'ils fassent s'exprimer sur cette motion les militants du Parti.

Qu'ils participent à la vie de la Tribune Libre de « La Vérité ».

Bulletin International

Vient de paraître le numéro 1 du Bulletin des Communistes-Internationalistes (Bolchévicks-Léninistes). Ce Bulletin paraîtra une fois par mois. Le prix du numéro est de 1 franc.

Rédaction et Administration : Woudt-Bouman, Amsterdam-West, Paramaribostraat 10 huis, Hollande.

On peut se procurer le bulletin et souscrire des abonnements à la Vérité.

✱

Dies Bulletin erscheint — in leicht abgeänderter Form — auch in deutscher Sprache. Bestellungen sind zu richten an J. Meichler, B.P. 14, 248, rue des Pyrénées, Paris, 20°. Ein erste Nummer mit der deutschen Übersetzung des Programms der neugegründeten Arbeiterpartei der Vereinigten Staaten ist soeben erschienen. Preis : ein französischer Frank.

✱

Les vieux cadres du bolchévisme sont écrasés. Les révolutionnaires ont fait place à des fonctionnaires à l'échine souple. La pensée marxiste a disparu devant la peur, la flatterie et l'intrigue. Du Bureau Politique de Lénine il reste le seul Staline : deux membres du Bureau Politique sont politiquement brisés et traqués (Rykov et Tomsy) ; deux membres sont en prison (Zinoviev et Kaménev), un est expulsé à l'étranger et privé de ses droits de citoyen (Trotsky). Lénine, selon l'expression de Kroupskaïa, ne fut sauvé de la répression bureaucratique que par la mort ; n'ayant pu le mettre en prison, les épigones l'ont enfermé dans un mausolée. Toute la substance de la couche dirigeante est dégénérée. Les thermidoriens et les bonapartistes avaient pris la place des jacobins ; les stalinistes ont remplacé les bolchévicks.

Pour la large couche des Maïsky, des Sérébrovsky et des Zalavsky, grands, moyens et petits, conservateurs et nullement désintéressés, Staline est l'arbitre suprême, le dispensateur des bienfaits et le défenseur contre des oppositions possibles. En revanche, la bureaucratie accorde de temps en temps à Staline la sanction d'un plébiscite populaire. Les congrès du Parti comme les congrès des soviets sont organisés selon un seul et unique critère : pour ou contre Staline ? Contre ne peuvent être que des contre-révolutionnaires et on les traite comme il convient. Telle est la mécanique actuelle du pouvoir. C'est une mécanique bonapartiste, il est impossible de trouver jusqu'à maintenant d'autre terme pour elle dans le vocabulaire politique.

THERMIDORIENS ET BONAPARTISTES

par L. TROTSKY

Nous reproduisons ci-dessous un chapitre d'une nouvelle brochure de L. Trotsky : L'ETAT OUVRIER, THERMIDOR ET BONAPARTISME, éditée par la Librairie du Travail et actuellement sous presse.

DANS LA DIPLOMATIE

L'ambassadeur soviétique à Londres, Maïsky, expliquait dernièrement à une délégation des trade-unions britanniques la nécessité et la légitimité des répressions stalinistes contre les zinovévistes « contre-révolutionnaires ». Cet épisode éclatant — un entre mille — nous introduit immédiatement au cœur même de la question. Ce que sont les zinovévistes, nous le savons. Quelles que soient leurs fautes et leurs oscillations, une chose est indiscutable : ils représentent le type du « révolutionnaire professionnel ». Les problèmes du mouvement ouvrier mondial — ce sont pour eux des problèmes viraux. Qui est Maïsky ? Menchévick de droite, qui se sépara en 1918 de son propre parti à droite pour avoir la possibilité d'entrer comme ministre dans le gouvernement blanc de l'Oural, sous la protection de Koltchak. C'est seulement après l'écrasement de Koltchak que Maïsky jugea opportun de se tourner vers les soviets. Lénine — et nous avec lui — avait la plus grande méfiance, pour ne pas dire mépris, pour ces individus. Maintenant, Maïsky, dans sa dignité d'ambassadeur, accuse les « zinovévistes » et les « trots-

kistes » de s'efforcer de provoquer une intervention armée pour la restauration de ce même capitalisme... que Maïsky défendit contre nous par la guerre civile.

L'ambassadeur actuel aux Etats-Unis A. Troïanovsky appartint dans sa jeunesse aux bolchévicks, puis abandonna le Parti, fut patriote pendant la guerre, menchévick en 1917. La Révolution d'Octobre le trouva membre du Comité Central des menchévicks, puis au cours des armées suivantes Troïanovsky mena la lutte illégale contre la dictature du prolétariat. Il entra dans le parti staliniste, plus exactement, dans la diplomatie staliniste, après l'écrasement de l'opposition de gauche.

L'ambassadeur à Paris Potemkine était au moment de la Révolution d'Octobre professeur d'histoire bourgeois ; il se joignit aux bolchévicks après leur victoire. L'ancien ambassadeur à Berlin Khintchouk, comme menchévick, entra pendant les journées de la Révolution d'Octobre dans le comité moscovite contre-révolutionnaire du Salut de la patrie et de la révolution, en commun avec le socialiste-révolutionnaire de droite Grinko, actuellement Commissaire du Peuple aux Finances. Le successeur de Khintchouk à Berlin Souritz fut secrétaire politique du premier président des Soviets, le menchévick Tchkeïdzé, et se joignit aux bolchévicks après la victoire. Presque tous les autres diplomates sont du même type ; et cependant on nomme à l'étranger — surtout après les affaires Bessédovsky, Dimitrievsky, Agabékov, etc. — des gens particulièrement sûrs.

DANS L'INDUSTRIE

Dernièrement la presse mondiale, à l'occasion des énormes succès de l'industrie aurifère soviétique, donnait des renseignements sur son organisateur, l'ingénieur Sérébrovsky. Le correspondant du Temps à Moscou, qui concurrençait maintenant avec succès Duranti et Louis Fischer comme porte-parole officieux des sommets de la bureaucratie, soulignait avec une attention particulière le fait que Sérébrovsky, bolchévick en 1903, appartient à la « vieille garde ». C'est bien ce qui est inscrit dans la carte du parti de Sérébrovsky. En fait, c'est en tant qu'étudiant menchévick qu'il participa à la Révolution de 1905, pour passer ensuite pour de longues années dans le camp de la bourgeoisie. La Révolution de Février le trouva directeur, nommé par le gouvernement, de deux usines travaillant pour la défense nationale, membre de l'union des industriels, participant actif à la lutte contre le syndicat des métallurgistes. En mai 1917, Sérébrovsky déclarait que Lénine était un « espion allemand » ! Après la victoire des bolchévicks, Sérébrovsky me fut adjoint, avec d'autres spécialistes, pour le travail technique. Lénine avait pour lui de la méfiance, moi pas grande confiance. Maintenant Sérébrovsky est membre du Comité Central du Parti !

Dans la revue théorique du Comité Central « le Bolchévick » (du 31 décembre 1934) est imprimé un article de Sérébrovsky sur « L'industrie aurifère en U.R.S.S. ». Prenons la première page : « ... sous la direction du chef aimé du Parti et de la classe ouvrière, le camarade Staline... » ; trois lignes après : « le camarade Staline dans son entretien avec le correspondant américain M. Duranti... » ; encore cinq lignes après : « le rapport concis et précis du camarade Staline... » ; à la fin de la page : « Voilà ce que signifie lutter à la Staline pour l'industrie de l'or. » A la deuxième page : « Le grand chef, le camarade Staline nous enseigne... » ; quatre lignes après : « En réponse à leur rapport (1), le camarade Staline écrivit : « Je

vous félicite de vos succès... ». Plus bas, à la même page : « Inspirée par les indications du camarade Staline » ; une ligne après : « Le Parti avec à sa tête le camarade Staline... » ; deux lignes après : « Les indications de notre Parti et (1) du camarade Staline. » Prenons la fin de l'article. A mi-page nous lisons : « Les indications du chef génial du Parti et de la classe ouvrière, le camarade Staline... » et trois lignes après : « Les paroles du chef aimé, le camarade Staline... »

La satire elle-même reste désarmée devant un tel torrent de servilité ! Des « chefs bien-aimés » n'ont pas besoin, semblerait-il, qu'on leur fasse des déclarations d'amour cinq fois par page, d'ailleurs dans un article consacré non pas au jubilé d'un chef, mais à... l'extraction de l'or. D'autre part, l'auteur de l'article, capable de ramper de la sorte, ne peut, évidemment, rien avoir en lui d'un révolutionnaire. Tel est cet ancien directeur tzariste d'énormes usines, qui menait la lutte contre les ouvriers, bourgeois et patriotes, maintenant soutien du régime, membre du Comité Central et staliniste à cent pour cent !

DANS LA PRESSE

Encore un exemple. Un des piliers de la « Pravda » actuelle, Zalavsky, montrait en janvier de cette année qu'il était inadmissible d'éditer les romans réactionnaires de Dostoïevsky, tout comme les « œuvres contre-révolutionnaires de Trotsky, Zinoviev et Kaménev ». Qui est ce Zalavsky ? Dans un passé lointain, il fut bundiste de droite (menchévick du Bund juif), puis journaliste bourgeois, menant en 1917 la campagne la plus dégoûtante contre Lénine et Trotsky, agents de l'Allemagne. Dans les articles de Lénine de 1917, on rencontre, comme un refrain, cette phrase : « Zalavsky et les gredins de son espèce. » C'est ainsi que Zalavsky entra dans la littérature du Parti comme le type achevé du calomniateur bourgeois à gages. Pendant la guerre civile il se cacha à Kiev,

A travers la presse syndicale

Le bulletin trimestriel de janvier-février-mars 1935 de l'Union des Syndicats ouvriers confédérés de la région parisienne, intitulé *Le Travailleur Parisien*, consacre une page à l'Unité syndicale et les syndicats uniques.

Ce bulletin est servi seulement aux militants confédérés, aussi permet-il aux dirigeants syndicaux de s'exprimer « plus ouvertement ».

On lit :

« Après avoir évolué pendant plusieurs mois dans la confusion la plus complète, la question de l'unité se précise. Aujourd'hui on commence à y voir clair. »

Voilà ce que nos camarades confédérés auront de la peine à comprendre. Pour eux la question de l'unité syndicale est de moins en moins claire, ou plutôt il leur apparaît de plus en plus clairement que les dirigeants de la C.G.T. ne veulent pas de l'unité. Mais, pourquoi ceux-ci sont-ils satisfaits et y voient-ils clair ?

Parce qu'ils ont démasqué les « communistes » pour qui

« L'unité ne les intéresse que dans la mesure où ils ont quelques chances de pouvoir assumer la direction du mouvement syndical. »

Guiraud, secrétaire de l'Union parisienne, est un fin manœuvrier. Il sait exploiter toutes les fautes de l'adversaire. Son jeu est en effet facilité par l'attitude de ses « égaux » unitaires, dont les manœuvres ont comme conséquence la désagrégation des syndicats. Et on a l'impression qu'ils veulent attirer chez eux les militants combattifs de la C.G.T. Comme les dirigeants confédérés, les responsables unitaires tiennent absolument à conserver leurs privilèges de bureaucrates appointés. Ainsi, nous assistons à une lutte de boutiques concurrentes et cela, évidemment, sur le dos des travailleurs.

Et la direction unitaire, sans programme, sans tactique, fait de l'agitation « à la petite semaine » avec une phraséologie révolutionnaire. C'est le pire frein au développement de la lutte syndicale révolutionnaire dans la C.G.T. Vraiment Jouhaux, Guiraud... ont de leur part un concours précieux qui leur permet de marquer, avec satisfaction, le succès de leurs manœuvres contre l'unification du mouvement syndical :

« Le courant sentimental en faveur de l'unité fut véritablement très profond ; il reste toujours très important ; mais les militants qui, un moment, étaient laissés emporter par ce courant irraisonné, aujourd'hui se ressaisissent... »

Pour ajouter, dans le même article du *Travailleur Parisien* :

« La sagesse et la clairvoyance des militants confédérés ont évité au mouvement syndical une véritable faillite. »

Victoire, écrivent les dirigeants confédérés, nous avons étouffé le mouvement pour l'unité, pour éviter la faillite de nos organisations !

Qu'on pense-vous, camarades ? Cette phrase paraît invraisemblable ? Elle est textuelle.

Cette fois nous sommes bien avertis : les bureaucrates de la C.G.T. sont bien décidés à défendre non pas nos organisations syndicales, mais leurs appointements « pour éviter la faillite du mouvement » !

Le coup de balai devra être vigoureux, camarades, pour assurer non pas les appointements des Jouhaux, Belin et autres, mais la victoire des travailleurs contre les patrons !

Ce n'est pas tout. Poursuivons notre lecture. Nous arrivons aux syndicats uniques et à la récente décision du Comité confédéral national de la C.G.T. qui interdit aux syndicats confédérés adhérant aux syndicats uniques, de participer à des organismes réguliers de leur centrale et surtout au Congrès confédéral de septembre prochain. C'est la scission au sein de la C.G.T. que veut provoquer la direction confédérale. Et déjà elle prépare le terrain :

« Nous comprenons bien que les militants ex-confédérés — comme ils s'appellent eux-mêmes — des syndicats « uniques » sont aujourd'hui dans une situation délicate et difficile, mais à qui la faute ? »

Vous voyez d'ici la manœuvre : la C.G.T.U. veut nous grignoter, eh bien, nous cohérents et qui pose justement les propositions l'abcès pour assainir la C.G.T. blêmes de la révolution peut tirer le mou-vement ouvrier de ce marais, où il s'enmousse, serviteurs dévoués de la bureau-

cratie soviétique, de « donner la main » à Jouhaux : « Allez-y camarades confédérés, constituez des syndicats uniques ».

Alors il faut capituler, direz-vous ? Mais pas du tout, camarades. En face d'une manœuvre habile dirigée contre les éléments révolutionnaires des syndicats, nous ne sommes pas obligés de tomber dans le panneau. Avant tout, seul l'intérêt de tous les travailleurs compte pour nous et laisser plusieurs centaines de milliers de syndiqués sous la coupe des Jouhaux, c'est-à-dire de la trahison, c'est commettre une faute criminelle.

Que la direction de la C.G.T. prépare la faillite du mouvement syndical, c'est la conséquence logique de la politique qu'elle mène. Mais que ceux qui prétendent être l'avant-garde révolutionnaire, fassent le jeu de cette politique, c'est un crime à dénoncer impitoyablement.

Et, non seulement cela, nous devons comprendre que la politique fautive des dirigeants unitaires qui ont encore la confiance des ouvriers révolutionnaires, est le pire obstacle à la lutte contre la direction de la C.G.T.

C'est cette politique, que nous qualifions de stalinienne, parce qu'elle est celle préconisée par Staline et l'I.C., qui autorise Guiraud de terminer son article par cette menace directe :

« Il est encore temps de revenir à des pratiques normales. Ceux qui ne l'auraient pas compris, encourraient de graves responsabilités ; il n'est pas possible que les militants avertis ne le comprennent pas. »

Tout de suite, dans tous les syndicats, il faut s'élever contre un tel chantage. Sans attendre nous devons soutenir les camarades confédérés qui sont dans des syndicats uniques.

Mais nous leur disons avec force : « Déjouez la manœuvre confédérale ; transformez vos syndicats uniques en Comités d'unité ou d'action commune ; n'écoutez pas la propagande démagogique des dirigeants unitaires, vous seriez coupés de la masse des camarades qui resteraient à la C.G.T. ». Pas de temps à perdre, il faut que tous les militants révolutionnaires soient présents au Congrès confédéral de septembre.

Pourquoi la direction de l'U.D. de la région parisienne adhère-t-elle au Comité central d'Unité d'action antifasciste ?

Dans le même bulletin trimestriel, sont publiés les comptes rendus des réunions de la commission administrative de l'Union. Le compte rendu de la séance du 6 mars 1935 est particulièrement intéressant.

Guiraud, Lefèvre, secrétaires de l'Union, ont senti qu'à Paris il fallait adhérer au mouvement d'unité d'action, sans quoi il leur eût été impossible de parler dans un meeting public, les ouvriers commençaient à manifester leur mécontentement.

Deux courants se sont exprimés à la commission administrative : un pour la collaboration intermittente, l'autre pour une collaboration plus intime et qui voulait qu'un des trois secrétaires du C.C.U.A.A. soit un représentant de l'Union. Mais croyez-vous que c'est dans l'intérêt des ouvriers ? Pas du tout. Lisez cette déclaration de Lefèvre :

« Nous devons suivre les travaux du C.C.U.A.A., ce sera le meilleur moyen de faire échouer aux tentatives de manœuvres toujours possibles. »

Ce qui se traduit par : étouffement de toute critique révolutionnaire, unité d'action de grandes embrassades...

Est-ce cela qu'ont voulu les travailleurs syndiqués de l'Union ? Non, ils voulaient une unité d'action pour l'action et non pour en être le jouet.

Que fait le parti communiste ? Pour le triomphe de « son » mot d'ordre, il accepte d'étouffer le mouvement révolutionnaire. Là encore, le parti communiste est un véritable écran au développement de la lutte révolutionnaire ; il sert de paravent aux dirigeants confédérés de l'Union.

Et la Fédération socialiste de la Seine ? Elle se drape avec empressément dans le manteau de l'indépendance syndicale...

Mais où sont les intérêts de la classe ouvrière ?

Nous faisons appel à tous les militants honnêtes qui comprennent tout le danger de cette situation, qu'ils soient persuadés que seule une avant-garde révolutionnaire peut assainir la C.G.T. blêmes de la révolution peut tirer le mouvement ouvrier de ce marais, où il s'enmousse, serviteurs dévoués de la bureau-

Après le Congrès des Combattants de la Paix

L'effondrement du confusionnisme pacifiste

Dans notre première lettre ouverte aux Combattants de la Paix (*Vérité* du 19 avril 1935), nous écrivions : « Le spectre de la scission plane sur vos délibérations : Angers 1932, Paris 1933, Montargis 1934 ». Et la méthode d'analyse marxiste nous permettait de prévoir que le Congrès d'Angers 1935 confirmerait une fois de plus l'impossibilité de maintenir la viabilité d'une organisation basée sur une macédoine de programmes contradictoires.

Le Congrès avait décidé, sur proposition préalable du Comité directeur, de n'admettre que des votes pour et des abstentions, pour permettre « d'établir une hiérarchie entre les différents moyens sans en écarter un seul, et de rester fidèle au principe de ligue : « Contre la guerre par tous les moyens ».

Mais malgré cette précaution bureaucratique, le Congrès d'Angers a été marqué par la démission de Henri Guilbeaux qui s'abstint d'assister au Congrès, puis au cours des débats sur « les moyens de lutte contre la guerre », par celle de Marcelle Capy, présidente de la Ligue, et de Lemédioni, membre du Comité directeur et délégué de la Fédération d'Algérie.

Le « Manifeste du Congrès » a beau proclamer avec un optimisme de façade qu'elle coordonne « tous les moyens de lutte en les hiérarchisant », l'expérience du Congrès d'Angers confirme définitivement ce qu'avaient ébauché les Congrès précédents : l'effondrement du confusionnisme pacifiste « hiérarchisé » de la L. I. C. P.

« Nous dénonçons, déclare le Manifeste, comme l'un des dangers de l'heure présente, l'Union Sacrée entre les révolutionnaires d'extrême-gauche, hostiles à l'Allemagne hitlérienne, parce qu'elle est hitlérienne, et les nationalistes bourgeois, hostiles à l'Allemagne hitlérienne parce qu'elle est l'Allemagne. »

Camarades, nous ne saurions trop vous encourager dans cette opposition, mais nous voudrions vous aider à la rendre plus efficace.

Nous attirons tout d'abord votre attention sur le fait que, par tradition, vous désignez à tort par le mot « révolutionnaires d'extrême-gauche » un Parti qui n'est plus ni extrême-gauche ni révolutionnaire.

Quelle est la base de votre opposition à l'Union Sacrée ? Cette base, elle est sous-entendue, mais non consciemment, clairement et ouvertement exprimée. Vous dénoncez l'union sacrée des révolutionnaires d'extrême-gauche, c'est-à-dire de la Classe ouvrière, avec les nationalistes bourgeois.

Vous le voyez, sans vous l'avouer à vous-même, la base de votre opposition à l'Union Sacrée, et il ne peut y en avoir d'autre, c'est la Notion de classe.

Et si le danger de l'Union Sacrée est si pressant à l'heure actuelle, c'est parce que la Notion de classe, la Conscience de classe, est systématiquement voilée, escamotée, défigurée par les agents de la bourgeoisie et par les bureaucrates dans les rangs du prolétariat organisé.

C'est cette conscience de classe qui dressait Karl Liebknecht contre l'union sacrée, lorsqu'il déclarait en pleine geure : « Le principal ennemi de chaque peuple se trouve dans son propre pays. »

C'est cette conscience de classe qui animait Lénine lorsqu'il lançait le mot d'ordre du « défaitisme révolutionnaire » et de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

En temps de paix, « l'Union Sacrée » a un nom : « la collaboration des classes » ; son contraire, c'est « la lutte des classes ». Et la continuation de la lutte des classes pendant la guerre, c'est-à-dire l'opposition à l'Union Sacrée, cela se nomme : le défaitisme révolutionnaire et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Ici s'imposent quelques observations : Le programme de la L. I. C. P. (p. 18) rédigé par Henri Guilbeaux, tire argument contre le mot d'ordre de « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » du fait que le chef fasciste russe Vonsiatzki « a adopté lui aussi la tactique révolutionnaire du léninisme » et qu'il préconise de renverser le gouvernement soviétique à la faveur d'une guerre avec un pays étranger.

Mais cela est bien loin de constituer un argument contre la méthode léniniste. Au contraire. La bourgeoisie devient défaitiste lorsqu'elle a été chassée du pouvoir par le prolétariat ; l'Aristocratie française de l'ancien régime, en 1792, était défaitiste vis-à-vis de la bourgeoisie révolutionnaire qui l'avait renversée, et complotait avec les Cours étrangers.

Le « programme » cite un autre fait qui vient à l'appui de notre thèse.

« L'ancien ministre cadet Miloukov, quelque temps avant la chute du tsarisme, disait : « S'il faut acquiescer la victoire au prix d'une révolution, plutôt la défaite que la Révolution. »

« Si le prolétariat se trouve impuissant à empêcher la guerre au moyen de la révolution — et c'est le seul moyen d'empêcher la guerre —, les ouvriers, avec tout le peuple, seront obligés de participer à l'armée et à la guerre. Les mots d'ordre individualistes et anarchistes d'objection de conscience, de résistance passive, de désertion, de sabotage, s'opposent radicalement aux méthodes de la révolution prolétarienne.

Mais de même que dans les usines l'ouvrier avancé se sent un esclave du capital qui prépare sa libération, de même dans l'armée capitaliste il a conscience d'être l'esclave de l'impérialisme. Contraint aujourd'hui de donner ses muscles et même sa vie, il ne donne pas sa conscience révolutionnaire. Il reste un lutteur, apprend à manier les armes, il explique dans les tranchées aussi le sens de classe de la guerre, groupe les mécontents, les réunit en cellules, les fait porteurs des idées et des mots d'ordre du Parti, suit attentivement les changements de l'état d'esprit des masses, le reflux de la vague patriotique, la croissance de l'esprit de révolte pour, au moment critique, appeler le soldat à soutenir les ouvriers. »

Un fois de plus, nous répétons avec force, car la légende est tenace, que les marxistes ne sont pas des fatalistes attendant tranquillement le déchaînement catastrophique de la guerre pour expliquer la théorie du défaitisme révolutionnaire.

Nous, marxistes, savons que ce sont les hommes qui font l'histoire. Nous savons que la guerre est inévitable en régime capitaliste, nous savons aussi que le capitalisme n'est pas éternel.

Et tous nos efforts tendent à ce que la préparation de la Révolution gagne de vitesse la préparation à la guerre.

Il est vain de déclarer : « Plutôt la Révolution que la Guerre ! » et de se contenter de cette phrase creuse.

Précisément parce que nous sommes des marxistes, et non des fatalistes, nous

savons qu'une Révolution n'est pas un miracle produit par la déesse « Histoire », mais que pour réussir et vaincre, elle doit être patiemment et minutieusement préparée et organisée. C'est la tâche du Parti révolutionnaire du prolétariat.

Cet outil de la victoire ouvrière n'existe plus, ni à l'échelle nationale, ni à l'échelle internationale. Il faut le reconstruire !

Qu'allez-vous faire maintenant, Camarades, qui suivrez Guilbeaux et Marcelle Capy dans leur démission ? Vous qui réclamez la « nationalisation des industries de guerre », comprenez-vous que ce mot d'ordre n'est qu'un premier pas vers la revendication essentielle du Socialisme, la socialisation des moyens de production ? Comprenez-vous que la « nationalisation des industries-clefs » ne se réalisera que par la destruction du régime capitaliste ?

Vous éparpillerez-vous, camarades, ou bien rejoindrez-vous nos rangs pour forger avec nous, dans la lutte, le nouveau Parti de la Révolution, la 4^e Internationale ?

Et vous, camarades, encore attachés au « pacifisme intégral », puissiez-vous comprendre à temps que nul « désarmement unilatéral », nul « référendum populaire », nulle agitation utopique ou sentimentale ne vous rapprocheront du moment où le peuple de France déclarera la Paix au monde. »

Pour traduire dans les faits une telle perspective, la classe ouvrière française n'a qu'un seul moyen : dans la guerre ou dans la paix, par la lutte de classe révolutionnaire, chasser la bourgeoisie du pouvoir et s'emparer de celui-ci.

Alors seulement le prolétariat de France aura la possibilité comme le firent les bolcheviks russes en octobre 1917, de déclarer la paix aux prolétaires de tous les pays, de les inviter à suivre son exemple, de les armer moralement et matériellement, de les aider à renverser et à écraser leur propre bourgeoisie, et de faire surgir de la Révolution prolétarienne généralisée les Etats-Unis Socialistes d'Europe et du monde.

LA VÉRITÉ

POUR L'ENSEIGNEMENT DU DESSIN

Apprenez à dessiner

De plus en plus, le monde se rend compte que la vie a besoin d'être embellie, qu'un peu de beauté doit nous arracher à nos luttes et à nos soucis quotidiens. L'art pénètre dans nos maisons et son bienfait moral n'est plus à dire. Rien ne peut se concevoir sans le dessin. Nos intérieurs, nos meubles, nos vêtements ont été dessinés avant d'être réalisés. Dans de multiples professions industrielles et commerciales, le dessin est une nécessité sur laquelle il est inutile d'insister.

ART ATTRAYANT ET PRATIQUE à la fois, le dessin est un moyen d'expression indispensable pour tout homme qui veut se faire comprendre. Bien souvent, certains de nos lecteurs nous ont avoué leur désir d'apprendre à dessiner et leur ennui de ne pouvoir le faire. Beaucoup habitent en province où il n'y a pas de professeur et la plupart de ceux qui résident à la ville n'ont pas le temps de sacrifier plusieurs heures par semaine pour se livrer à de longues et coûteuses séances d'étude dans un atelier.

Quant à apprendre seul un art si difficile, il n'y faut pas songer. La plus qu'il leur faut, il vous faut un guide et un guide compétent.

Pour rendre service à nos lecteurs, nous avons cherché et trouvé

La méthode la moins coûteuse car elle ne comporte aucun manque à gagner, aucun frais accessoire :

— elle ne vous demande que d'utiliser chez vous vos loisirs ;

— elle vous fait bénéficier pour une somme insignifiante des conseils personnels d'un maître éminent ;

— elle vous donne une véritable formation professionnelle qui vous permettra de vous créer une brillante situation ou d'améliorer sensiblement la vôtre.

Voilà pourquoi notre choix s'est arrêté sur le

Cours de dessin de l'Ecole des Sciences et Arts

Etabli par des artistes de grand talent, parfaitement au courant de toutes les exigences de l'enseignement, le Cours de Dessin de l'Ecole des Sciences et Arts se compose de douze fascicules de chacun six leçons abondamment et artistement illustrées.

Ce merveilleux ensemble, qui n'a nulle part d'équivalent, est complété par soixante-douze groupes d'exercices que vous pourrez envoyer à la correction des maîtres les plus éminents et qui seront pour vous une occasion de recevoir gratuitement des conseils écrits de votre professeur.

En raison de l'objet social de notre campagne, l'Ecole des Sciences et Arts a bien voulu, pour QUELQUES JOURS SEULEMENT, faire bénéficier nos lecteurs de

Prix exceptionnels de propagande et d'énormes facilités de paiement

Profitez-en et envoyez aujourd'hui, au Populaire, 5, rue Saint-Augustin, Paris (2^e), le bulletin de commande ci-dessous :

BULLETIN DE COMMANDE

Ce bulletin vous donne le choix entre trois modes de paiement :

Rayez les deux formules que vous ne choisissez pas	FORMULE A. — Paiement comptant, au prix exceptionnel de propagande.
	FORMULE B. — Paiement en six mensualités.
	FORMULE C. — (Onze mois de crédit). Rien à payer d'avance.

Envoyez m'expédier le COURS DE DESSIN DE L'ECOLE DES SCIENCES ET ARTS.

Rayez les deux formules que vous ne choisissez pas	FORMULE A. — Je vous remets sous ce pli en espèces, chèque, mandat-poste (tarif de faveur).
	FORMULE B. — Je vous remets, sous ce pli en espèces, chèque, mandat-poste (tarif de faveur).
	FORMULE C. — Je vous remets, sous ce pli en espèces, chèque, mandat-poste (tarif de faveur).

Rayez les deux formules que vous ne choisissez pas

FORMULE A. — Je vous remets sous ce pli en espèces, chèque, mandat-poste (tarif de faveur).

FORMULE B. — Je vous remets, sous ce pli en espèces, chèque, mandat-poste (tarif de faveur).

FORMULE C. — Je vous remets, sous ce pli en espèces, chèque, mandat-poste (tarif de faveur).

Rayez les deux formules que vous ne choisissez pas

FORMULE A. — Je vous remets sous ce pli en espèces, chèque, mandat-poste (tarif de faveur).

FORMULE B. — Je vous remets, sous ce pli en espèces, chèque, mandat-poste (tarif de faveur).

FORMULE C. — Je vous remets, sous ce pli en espèces, chèque, mandat-poste (tarif de faveur).

Nom et prénoms.....

Profession.....

Demeurant à.....

Rue.....

A.....

le.....

1935

Signature :.....

Pour propager la VÉRITÉ

envoyez-nous des adresses de camarades à qui nous ferons le service avant de solliciter leur abonnement.

NOMS

ADRESSES

Liste communiquée par :

La Motion de la « Bataille Socialiste »

Suite de la page 1

La motion parle de la grève générale, dans les formes où l'on donne une énumération. Le moyen n'est nullement inscrit dans les conditions concrètes de la lutte actuelle, il n'est nullement fait une obligation au parti, de propager ce moyen dont les masses comme l'indiquait la motion du Conseil fédéral du 25 février 1935.

Doit-on comprendre que la phrase suivante signifie la même chose :

« Une propagande incessante doit être menée d'un bout à l'autre du pays, afin de faire comprendre au monde du travail son devoir et son pouvoir révolutionnaire, afin aussi de réunir tous les facteurs indispensables au déclenchement de mouvements de masse, à leur ampleur, à leur profondeur, enfin de permettre l'affaiblissement et la neutralisation des forces coercitives de l'Etat bourgeois » Il eut peut-être été plus facile d'être plus simple et moins vague.

De même en ce qui concerne l'action commune avec les syndicats, la motion du C. F. de février proposait que le parti s'adresse à la C.G.T. pour engager l'action sur les revendications (nationalisation, contrôle), inscrites dans le plan. Ceux qui ont voté cette motion, se bornent à nous dire « qu'une liaison doit être recherchée et établie entre les organisations politiques et économiques du prolétariat », ce qui n'engage rien.

On dirait que les auteurs de la motion de la Bataille ont procédé ainsi, dans leur rédaction : ils ont pris la motion qu'ils avaient votée au Conseil fédéral du 25 février, et en ont estompé soigneusement toutes les précisions concrètes, toutes les résolutions nettes. Moyennant quoi, ils ont pu rédiger un texte, en commun avec ceux qui avaient combattu le premier.

Cette méthode se révèle avec la plus grande ampleur, sur la question de l'armement dont il est parlé en ces termes : « Cette tâche essentielle ne saurait d'ailleurs se confondre avec cette grande revendication de l'armement général du peuple qui reste selon la tradition socialiste la plus authentique, confirmée encore par les leçons de l'expérience, la condition de la victoire révolutionnaire. L'armement général du peuple conçu comme un moyen révolutionnaire, repose avant tout sur la jonction des prolétaires soldats, maîtres des casernes, des armements, des navires, et des prolétaires maîtres de la rue, des chantiers et des usines, jonction qui doit être la résultante de toute une propagande systématique, conduite sur plusieurs plans et dans tous les milieux, et sachant concilier la force intime de pénétration avec la résonance et le rayonnement intérieur. »

On ne saurait mieux apprécier ce passage analysé par Pivert, qu'en répétant ses propres phrases :

« On peut être d'accord sur des buts lointains, comme l'armement général du peuple » (les prolétaires prenant les armes où elles sont) et cependant être en désaccord actuel sur le chaînon du processus de lutte révolutionnaire qu'il s'agit d'accrocher ».

En effet, la motion qui se préoccupe beaucoup de la « jonction », a oublié la « jonction fondamentale : celle qui doit s'opérer entre la lutte (surtout la lutte physique) contre le fascisme, et la lutte pour le pouvoir.

Pour la lutte antifasciste, on se contente de se reporter à la motion de Toulouse.

Quel recul sur ces derniers mois ! Mais le moyen qui peut faire la jonction véritable, est complètement omis : la milice.

Entre le but lointain, et quelques élémentaires précautions de sécurité, il n'y a rien.

Dans ces conditions, ce but restera aussi lointain que possible et les précautions de sécurité ne seront même pas prises. On dira : Mais la motion de Toulouse elle-même n'a pas été appliquée !

C'est exact. Mais pourquoi ? Parce qu'il n'y a eu aucune politique de défense et d'attaque physique. Cette politique est incluse dans le mot d'ordre de la milice, sur la base duquel, une campagne vigoureuse et des réalisations persévérantes doivent être entreprises, auprès du P. C., des syndicats et de la classe ouvrière ; seulement par la création et l'action des milices, pourront se réaliser les jonctions souhaitées par Zyromski, qui comme le dirait Pivert, oublie simplement le moyen de la jonction : « le chaînon ». Le même Pivert avait encore bien raison de nous écrire le 26 avril, que « l'avenir du mouvement dépendra des » qui s'imposent de plus en plus entre les phrases révolutionnaires et l'action révolutionnaire ».

A diverses reprises la motion parle sans précision, de la nécessité pour le Parti de s'adapter à ces nouvelles tâches.

Séparées de la situation concrète, de telles affirmations ne veulent rien dire.

Le Parti est dirigé selon certaines méthodes, avec une politique déterminée par des hommes connus. Il faut dire si une telle direction est ou non capable d'entraîner le parti dans la voie de la prise du pouvoir, dans la voie de la révolution.

Nous, nous disons nettement non, et nous répétons qu'il n'y aura de victoire possible que si dans le jeu de la lutte, se constitue une nouvelle direction révolutionnaire ayant rompu aussi bien avec les méthodes réformistes que stalinienne. La motion est muette sur la question du parti. Pourquoi Zyromski, de la commission d'unification, ne nous parle-t-il pas à ce propos de l'uni-

LETTRE D'UN INSTITUTEUR

LA CONFERENCE D'UNITÉ DE L'ENSEIGNEMENT

« Unité ! Unité ! Unité d'action ! Unité totale ! », ce sont là les mots lancés et mille fois répétés dans les manifestations ouvrières. Ils témoignent d'une volonté certaine d'unité, d'un désir acharné, presque désespéré.

Et cependant l'Unité ne se fait pas. Jamais peut-être les désirs profonds des travailleurs n'ont été aussi méconnus sur ce point par tous ceux qui sont responsables de la direction du mouvement ouvrier. Parce qu'il faut bien le dire, ce sont les directions qui tergiversent, jouent à cache-cache, travaillent du porte-plume et du verbe, mais refusent de se rencontrer, de parler librement, publiquement dans les réunions où ils sont invités à s'expliquer mutuellement. Il faut reconnaître que « les appareils », « tous les appareils », même les plus démocratiques, se révèlent comme des forces de stagnation et de recul. Leur inertie est telle que l'enthousiasme des masses se brise et fait place à un découragement propice aux seules forces de réaction sociale.

Une conférence d'Unité du Corps enseignant, après bien d'autres efforts, a été réunie le 20 avril sur l'initiative des groupes des Jeunes de l'Enseignement et du mouvement d'Unité. Tout ce qui a un nom dans le mouvement syndical universitaire et plus particulièrement dans l'Enseignement primaire a été convoqué à cette réunion. Il faut bien le dire : aucun d'eux n'a répondu à l'appel des organisateurs et aussi, l'en suis persuadé, à l'appel intime, tacite de milliers de membres de l'Enseignement.

Pour être exact, l'I.T.E. avait envoyé son délégué en la personne du secrétaire de la section française.

C'est tout.

La dessus, des discussions, des oraisons... C'est le moment. La prise du pouvoir en France est liée à la constitution, en France, du processus d'unification d'un parti véritablement révolutionnaire.

Enfin la plus grave lacune de la motion a déjà été remarquée par beaucoup, concernant la question de la guerre.

Cela tient non seulement au vague inhérent au centrisme déjà signalé, mais au fait qu'au sein de la tendance de la B.S., il y a sur la question des positions tout à fait contradictoires et irréductibles.

Dans le même numéro de la B. S., Amédée Dunois a écrit un article, où il déclare en particulier que la lutte contre la guerre est liée à la lutte pour le pouvoir.

C'est aussi sans doute l'avis de Pivert. Mais pour Zyromski, et de nombreux autres signataires, au contraire, tout se passe comme si la révolution russe et les autres révolutions qui ont eu lieu, à la suite de la dernière guerre mondiale, pouvaient être laissées de côté quand il s'agit d'éclaircir la question de la prise du pouvoir, tout se passe comme si le danger de guerre et les efforts du militarisme, dans la situation actuelle, pouvaient être passés sous silence.

Les signataires de la motion, comme il est courant lorsqu'on transige à l'occasion de deux politiques aussi irréductibles que le centrisme et le marxisme, ne parlant pas de la défense nationale, se sont rangés, par leur silence, du côté de la politique réactionnaire, d'un politique incompatible avec la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, qui exige que l'on porte les coups les plus implacables contre l'Etat national, et ses défenseurs.

CONCLUSION

Voici quelques-unes des remarques que nous suggère une première lecture de la motion des camarades de la B. S.

On doit noter le recul très net, de certains, sur les positions exprimées à l'occasion des conseils fédéraux.

Nous n'avons pour notre part aucun plaisir à chicaner sur les motions, tandis qu'il importe de toute urgence d'entreprendre une action de masse au sein de la classe ouvrière.

Ainsi nous avions souligné que malgré ses imperfections, le programme de la C.A. P., rédigé par Zyromski en janvier, pouvait servir de base à cette action. Mais nulle part, dans l'action extérieure du Parti (Populaire, discours des leaders) on ne trouve trace de ce programme. Sera-ce aussi le sort de toute motion, votée par le Congrès ? Sans doute, tant qu'il n'y aura pour direction qu'un frein puissant à l'action révolutionnaire, quelles que soient les batailles de motions, nous devons dire que le plus important pour l'instant est d'entreprendre une mobilisation hardie des masses sous le mot d'ordre de la prise de pouvoirs sur la base d'un programme d'action (socialisation centrale). Nous ne demandons qu'à être les plus dévoués militants de cette action.

La préparation du Congrès n'a d'intérêt que dans la mesure où elle nous permet d'élaborer une politique claire en vue de cette action.

Nous pensons que notre motion peut servir de base à cette politique.

La motion de la B. S. est non seulement très vague mais inspirée des conceptions les plus hétérogènes. Nous nous hasardons à prédire qu'une telle politique n'ira pas loin, et qu'elle se disloquera à la première manœuvre de Congrès. Elle contient, en germe, toutes les « possibilités » d'interprétation ou de modification caractéristique des motions traditionnelles du Parti, dont il n'est jamais rien sorti parce que la vague n'a jamais pu engendrer que le néant.

aussi (n'a-t-on pas prédit que l'Unité se fera peut-être, mais se défera certainement après ?), des colères légitimes, des propositions judicieuses mais surtout une atmosphère de gêne parce que l'absence des officiels confèrait à cette réunion un caractère clandestin. On ne voulait pas voter, on ne voulait pas s'affirmer d'accord ou non sur un texte librement discuté. On n'était pas ici pour voter mais pour écouter et s'informer.

S'informer de quoi ? Mais tous ceux qui étaient présents savaient et tous ceux qui étaient présents voulaient l'Unité mais aucun ou presque ne voulait voter un texte qu'il avait sans doute voté ailleurs mais dans des organismes réguliers du syndicat.

Car enfin, le texte lu en fin de conférence, que contient-il de nouveau, sinon qu'il répète ce que l'on dit dans les deux fédérations depuis longtemps. Alors, pourquoi ne pas le voter ?

On a peur de la manœuvre. On a l'obsession de la manœuvre et cette pensée aveugle fait perdre de vue le pourquoi de sa présence à une telle conférence. C'est un signe. C'est un fait. Il est en train de se créer, il s'est créé déjà un certain respect des organismes syndicaux confinant au respect d'un bureaucratisme décevant. L'esprit obsédé par la manœuvre possible n'ose se prononcer contre l'attitude d'un militant responsable et, à travers cette abdication chaque jour plus visible, s'institue une hiérarchie syndicale, comme il y a une hiérarchie administrative ou politique.

Il se crée un « légalisme syndical » comparable au légalisme tout court, toujours réactionnaire. Nous assistons alors à ce paradoxe qu'un militant responsable, devenu ce qu'il est par la volonté des masses, se transforme en chef tout puissant. Au travers de cette mutation, la masse perd la notion qu'un responsable n'est responsable que provisoirement et peut renvoyer dans le rang celui qui ne se conforme pas à ses désirs.

Ce « conformisme » pour les organismes supérieurs est un danger pour le mouvement ouvrier. Comme tout conformisme, il dispense de penser et de réfléchir. Il supplée au manque de conviction personnelle et empêche de sentir autrement, de « dissenter ».

Et comment alors « consentir » à l'Unité syndicale, si l'on a ce goût de la bureaucratie, si l'on n'ose s'opposer à des dirigeants, si l'on a l'obsession de la manœuvre ?

Ce qu'il faut d'abord briser, c'est cette inertie, d'autres diront cette « peur » (le mot a été dit à la conférence d'Unité), c'est cet esprit du petit bourgeois légaliste et respectueux « des choses établies ». Dans nos organisations qui doivent rester révolutionnaires, l'esprit doit être dynamique et non pas se reposer sur les organes qu'il a créés à travers toutes les luttes. Ce dynamisme se traduira par une modification de la structure des organismes et surtout de l'orientation de l'action et de l'action elle-même.

Si je voulais exprimer toute ma pensée, je dirais : « Briser la discipline pour la refaire ». Redonner à ce mot son sens véritable, vivant, dialectique et ne pas en faire une machine de guerre contre ceux qui « osent penser et agir », telle est l'urgente besogne.

R. K.

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS particulièrement aux Assurés sociaux
MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD
du Docteur LACROIX ANTOINE
50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF
(ITALIE 11-25)
Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

Où va la révolution russe ?

Lisez LA BUREAUCRTIE STALINISTE ET L'ASSASSINAT DE KIROV, par Léon Trotsky.

Une brochure in-8 raisin, de 44 pages, prix : 3 fr. ; par 10 exemplaires, prix : 22 francs 50.

et

L'AFFAIRE VICTOR-SERGE, par Marcel Martinet.

Une brochure in-16 Jésus, de 32 pages, prix : 1 fr. ; par 10 exemplaires, prix : 7 fr. 50.

...et d'où elle vient :

Lisez de Victor Serge

L'AN I DE LA REVOLUTION RUSSE

Un volume in-16 Jésus, de 480 pages, prix : (franco) 20 fr.

et

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE SOUS LENINE ET TROTSKY

Manifestes, thèses et résolutions des Quatre premiers Congrès Mondiaux de l'Internationale Communiste 1919-1923.

Un volume in-4 Jésus, de 220 pages, prix : 25 fr.

Ces quatre ouvrages sont adressés à nos lecteurs contre 40 fr. (franco).

Editions : LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 47, rue de Sambre-et-Meuse, Paris, 10^e. Chèque postal N° 43-08, Paris.

POUR LA « VERITE »

SOUSCRIPTIONS AVRIL

Merlen	100	»
Horo	50	»
Vieil	10	»
Stève	5	»
Dégli	25	»
Jeanne	20	»
Roubinet	100	»
Jeanne (Phal.)	10	»
Méens	10	»
Mèche	300	»
Galett	20	»
Agost	100	»
M. K.	10	»
Legu	150	»
Marguerite	50	»
Chena	50	»
Un chauff. taxi	1	»
Bris	10	»
Féraud	5	»
Jeanne (Phal.)	10	»
Camo	10	»
Ch. Versé p. Frank.	50	»
M. K. Courbevoie	5	»
R. S.	20	»
Nob.	25	»
Gallienne	75	»
Lagrive	5	»
Hortense	50	»
B. F.	300	»
Mouhot	20	»
Andoin	500	»
Stève	5	»
Segrave	10	»
Echberg	5	»
S. Bijou	1	»
Bollo	15	»
R. M.	300	»
Bardou	3	»
M. S.	5	»
Albert	48	»
Cojo	20 60	»
Mano et X.	45	»
Hic	100	»
Rouhaud	7	»
Boitel	100	»
Meuris	20	»
Donnet	20	»
Guérin	10	»
P. F.	100	»
Ch.	50	»
Secteur A	50	»
Wag.	15	»
Total	3.025	60

A Orléans

Nous avons publié dans le n° 234 de la Vérité une déclaration de la tendance lé-niniste des J. S. d'Orléans. Un paragraphe parle de la division en secteurs du Loiret et de la création d'une section nouvelle, et dit : « La Fédération du Loiret n'y a pas pris part, ce qui devait être son rôle et son devoir ». Renseignements pris, nos camarades d'Orléans reconnurent ce paragraphe inexact et devaient le supprimer de leur projet de déclaration.

Malheureusement, le premier projet était déjà envoyé à la Vérité et c'est celui-ci qui parut avant que l'inexactitude ait pu être corrigée.

Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et surtout auprès des jeunes socialistes d'Orléans.

Camarades ! Amis ! Abonnez-vous ! aidez-nous !

Abonnement à la « Vérité » :

	France	Etranger
13 n° successifs :	5 fr.	7 fr. 50
26 — — —	10 fr.	15 fr.
52 — — —	20 fr.	30 fr.

Renouvelez votre abonnement à temps ! (le numéro d'échéance est indiqué sur votre bande). C. C. P. : Pierre Frank, 1368-55, Paris.

Si vous voulez savoir...

L'AFFAIRE VICTOR-SERGE, par Marcel Martinet.

Une brochure in-16 Jésus, de 32 pages, prix : 1 fr. ; par 10 exemplaires, prix : 7 fr. 50.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE SOUS LENINE ET TROTSKY

Manifestes, thèses et résolutions des Quatre premiers Congrès Mondiaux de l'Internationale Communiste 1919-1923.

Un volume in-4 Jésus, de 220 pages, prix : 25 fr.

Convocations

Tous les adhérents de la tendance sont instamment priés de venir prendre mardi soir 14 mai à 19 h. 15 au local leurs cartes de la fête et du bal de « La Vérité » du 25 mai. Pointage rigoureux.

Les camarades de Paris et de province qui n'ont pas rendu leurs listes de la Journée de Vente de « La Vérité » doivent se considérer responsables de nos difficultés pécuniaires. Passé le 15 mai, les noms des négligents seront publiés d'abord dans le bulletin intérieur.

COMITÉ CENTRAL : Dimanche 12 à 14 h. au local.

ASSEMBLEE GENERALE : Samedi 18 à 21 h. voir convocation dans « Le Populaire ».

Secteur B

Réunion élargie aux sympathisants lundi 13 mai au local, à 20 h. 30 précises. A l'ordre du jour : programme d'action et prise du pouvoir.

Rapporteur : Frank.

SECTEUR C

Réunion du secteur, mardi 14 mai, à 26 h. 45, Café « Au Réveil matin », 32, Avenue des Gobelins :
Ordre du jour de l'Assemblée générale.

Nous demandons à nos lecteurs qui utilisent notre compte de chèques postaux ou nous envoient des mandats-poste, d'indiquer clairement sur le talon la destination de la somme. Vous faciliterez ainsi la tâche de notre administration.

VIENT DE PARAÎTRE :

Au Comité confédéral national de la C. G. T. :

Du Plan de la C.G.T. à la Conquête du Pouvoir

Discours du délégué de l'Isère au C. C. N. des 18 et 19 mars 1935.

Brochure éditée par les « Amis de la Brèche syndicale ». — Prix : 50 centimes. En vente à la Vérité, 8, rue Legouvé, Paris (10^e).

LA POULE AUX ŒUFS D'OR

Les conditions modernes de la vie ont fait de l'homme un être fragile, vulnérable aux maladies, et qui vieillit prématurément; ceci malgré les innombrables remèdes mis à sa disposition. Moi-même, en tant que médecin, j'ai eu rarement des satisfactions de ce côté.

Aussi me suis-je préoccupé, (et Claude Bernard n'a-t-il pas écrit : « La maladie n'est rien, le terrain est tout. ») non pas de rechercher un remède contre telle ou telle maladie, mais de redonner à notre organisme fatigué la vitalité qui lui manque, car c'est bien là la véritable clé de la lutte contre les affections et la vieillesse.

En 1912, un savant, Carrel, fit une découverte capitale, et dont je me suis aussitôt l'immense portée : il isolait dans un bocal de verre un petit fragment de la substance d'un être vivant et il le nourrissait avec du suc d'embryon de poulet vivant ayant dix jours de couvaison. Or, depuis 1912, ce fragment vit toujours et aucune autre substance au monde ne peut remplacer les sucs embryonnaires avec lesquels on l'alimente.

On venait donc de trouver « quelque chose » capable d'entretenir la vie. Carrel appela « tréphones » ces principes à demi-mystérieux qui disparaissent peu à peu de notre organisme à mesure que nous sommes atteints par l'âge ou la maladie. Puisque ce suc embryonnaire est capable d'entretenir la vie d'un tissu pourquoi ne pas traiter de la même façon notre organisme fatigué ? Or, pendant longtemps, cette belle découverte ne dépassa pas les limites du laboratoire : la technique était si compliquée et si onéreuse que seuls quelques privilégiés de la fortune pouvaient en profiter. Ce n'est qu'à la suite de mes recherches que cette découverte est à la portée de tous.

Une très longue expérimentation m'a permis d'établir cette nouvelle thérapeutique. En effet, dès 1918 je déposai à l'Académie des sciences un pli en papier sur les premiers résultats de rééducation par les principes jeunes. Le 4 décembre 1933 je fis une communication sur le choc opératoire (des moribonds furent littéralement ressuscités par l'administration de sucs embryonnaires). Et le 5 mars 1934 le savant Charles Richet fit en mon nom un résumé des principes de ma méthode qu'il appela l'Embryothérapie également à l'Académie des sciences.

J'ai ensuite réalisé pratiquement Embryex qui, sous la forme d'une poudre inaltérable, garde intacts tous les principes actifs des embryons de poulets : on l'absorbe simplement par la bouche, il est parfaitement assimilable et n'est jamais nocif.

De plus j'ai tenu à ce que Embryex soit préparé sous mes yeux dans mes laboratoires (70, avenue Ariside-Briand, à Montrouge (Seine)). Car ma seule préoccupation est de prendre devant les malades la responsabilité du médecin qui dit : « Je préconise un remède très actif, dont je surveille l'élaboration et dont j'ai longuement contrôlé l'efficacité. Je l'indique notamment dans les cas suivants : « fatigues persistantes, anémies, diminution des forces physiques et intellectuelles, troubles des glandes, sécrétion interne, états pré-embryaux et précancéreux, sénescence. »

Docteur Pierre ROSENTHAL.

*N° d'écriture pour renseignements complémentaires.

Le Gérant : P. FRANK.

Imp. du Commerce et des Postes
12 Rue Notre-Dame-de-Nazareth
PARIS